

LA MISÈRE INTELLECTUELLE DES UNIVERSITAIRES

Par
Fridolin NKE

09/11/2020

N. B. : J'ai écrit ces mots cette nuit, suite au spectacle indigne auquel Aboya Manasse et moi-même avons soumis les téléspectateurs, au cours de l'émission Canal presse du 8 novembre 2020. Pour m'excuser auprès des Camerounais et des millions de personnes qui nous suivaient, j'ai renoncé à écrire un texte à charge contre mon calomniateur. J'ai plutôt choisi de porter le débat au plan des idées, en tâchant en même temps de penser notre condition d'universitaire et de savoir à quoi nous servons, ou, plus exactement, comment et en quoi nous devons être utiles dans la société d'aujourd'hui. Ce texte s'adresse, par conséquent, à tous les universitaires, à tous les parents qui ont (ou qui auront) des enfants à l'université, aux étudiant(e)s, aux décideurs et à n'importe qui...

Le 8 février 1998, au Congrès de la Restauration du Syndicat National des Enseignants du Supérieur (SYNES), Pierre Titi-Nwell, un éminent sociologue, avait présenté une communication intitulée : « L'organisation des enseignants comme une solution à la misère intellectuelle au Cameroun ». Le Conférencier avait défini la misère intellectuelle comme un état d'absence criarde de questionnement, état qui a pour conséquence de créer des conditions psychologiques et mentales favorisant l'acceptation irréfléchie de l'ordre établi, quel qu'il soit.

Le contexte remet au goût du jour cette problématique centrale de l'aliénation de l'intelligentsia dans notre pays. La conjecture socio-politique actuelle offre, en effet, le spectacle des « abeilles » qui imposent leur loi aux quatre coins du territoire national. Nous faisons l'affreuse expérience de *La fable des abeilles*, l'ère où *Les vices privés font les vertus publiques*, l'horizon borné, ensanglanté, de Bernard Mandeville, un auteur anglais, celui de « La ruche murmurante », où *les fripons sont devenus d'honnêtes gens*. Voici l'actualité revue et corrigée de ces mondes trépassés qui reviennent en force à la vie, au cœur de la République : « Tel était l'état florissant de ce peuple. Les vices des particuliers contribuaient à la félicité publique. Dès que la vertu, instruite par les ruses politiques, eut appris mille honneurs tous de finesse, et qu'elle se fut liée avec le vice, les plus scélérats faisaient quelque chose pour le bien commun ».

Mais ce ne sont pas seulement les fonctionnaires, les politiciens et les hommes d'affaires véreux qui sont responsables de cette décrépitude de la morale publique et des valeurs de la république. L'enseignant d'université en porte une lourde responsabilité. Nous sommes responsables de ce qui nous arrive et, indirectement, de ce qui est arrivé au peuple camerounais.

I/ L'ALTERCATION AVEC SOI (Il faut faire les problèmes à soi-même)

Peut-être sommes-nous aveuglés par les *Lumières* que nous revendiquons formellement au nom de nos retentissants parchemins académiques, au point de passer à côté de la légitime révolte intérieure qui anime les grands esprits. Car, tout se passe comme si nous ne sentions plus le monde, pour le caractériser et le « travailler » théoriquement, scientifiquement, pratiquement. Tout, en nous et autour de nous, incite à la consternation, à commencer par notre état d'esprit rétrograde, notre comportement et la déconsidération dont nous faisons l'objet de la part du gouvernement en place.

1. Notre état d'esprit rétrograde

Depuis l'essor des NTICs et le phénomène planétaire de mondialisation, la relation éducative, au niveau du tertiaire (après le secondaire), s'est trouvée sérieusement perturbée ou, pour être moins expéditif, elle est profondément renouvelée. L'étudiant du 21^e siècle est, sinon plus informé que ses enseignants, du moins aussi informé que son enseignant, puisqu'il a un accès aux mêmes sources d'informations que ses formateurs, puisqu'il peut même échanger les SMS avec son enseignant. Avec le développement d'internet et des plates-formes numériques, le savoir est co-construit par l'apprenant et le pédagogue. Ce qu'on apprend dès lors, à l'université, ce n'est pas exclusivement des contenus, mais avant tout le processus qui y conduit. Il faut donc développer la recherche scientifique. La recherche requiert qu'une certaine liberté soit garantie, que des moyens soient mobilisés et qu'un environnement attractif et propice à la création et à la découverte scientifique soit préalablement aménagé. Il faut surtout que, dans le corps de l'enseignement supérieur universitaire, l'on ait des enseignants ouverts d'esprit et fiers d'eux-mêmes. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas.

Dans les années 90, après la baisse drastique des salaires et l'assomption de nouvelles classes sociales privilégiées, à savoir les agents des impôts et des douanes, fonctionnaires issues de l'École Nationale d'Administration et de

Magistrature (ENAM), et les hauts gradés de l'armée, de la police et de la gendarmerie, les enseignants étaient devenus le paillason de la République. L'universitaire camerounais, depuis lors, fut « neutralisé », résigné, sommé de se mettre au service de kleptocrates impénitents (des gens qui pillent la fortune publique, comme des souris, et qui ne s'en cachent même pas). Il a continué de survivre ainsi, dans la manipulation, le faux, le mensonge, la duplicité, l'opportunisme et la honte. Désormais, l'indigence et l'indignité imposent leur loi implacable. Les « Grands Profs », qui, jadis, inspiraient le respect des étudiants et la crainte aux autorités politiques, se sont rangés, sans demander leur reste ; ils se sont rendus au mensonge, aux excès de pouvoir, à la calomnie, au pillage en bande organisée.

Puisqu'on l'avait précarisé, pour tuer l'estime de soi et la fierté d'être l'alpha du développement (l'oméga étant l'industriel, l'entrepreneur ou le financier), l'universitaire s'était constitué en le laquais de toutes les usurpations, en l'applaudimètre des nouveaux faux puissants, les nouvelles références sociales montantes, la nouvelle noblesse nègre, à savoir, l'Inspecteur des Impôts ou des douanes corrompu, l'Homme en tenue escroc et raquetteur, les hommes en robes noires moralement vendus, le politicien véreux. On lui versait une obole (un cadeau de très peu de valeur) et il sautait dessus, comme un chien famélique. Il fut aussi « promu » Chef de bureau ou Chef de service ! Au moins, se consolait-il, il pourra « grimper », avec le temps, et être avec eux, manger enfin quelque chose de consistant, participer aux bombances infâmes, en somme, pactiser avec le Diable. C'est pourquoi, on les retrouve souvent en prison, accusé d'avoir bradé la fortune publique, un sacrilège pour un citoyen de la République des cerveaux.

Pourtant, l'universitaire, à défaut d'impacter sur le présent, doit servir l'avenir et ouvrir des horizons nouveaux aux générations futures. La force et le prestige d'un authentique Docteur Ph. D, d'un véritable intellectuel, en effet, ce sont les impulsions scientifiques, artistiques ou littéraires qu'il orchestre. Elles font battre le cœur du développement et déterminent la praxis gouvernementale dans le sentier du progrès. Ce n'est pas le cas chez nous. On nous a si profondément vidés de nous-mêmes, que nous ne rêvons que de Paul Biya, l'illusion la plus pernicieuse, institutionnalisée par le Renouveau. Or, cette figure abrupte est dans un tel engrenage qu'elle a besoin d'un souffle neuf, que nous ne pouvons lui offrir parce que nous avons fondu en son déroutant système.

Notre jugement est éventré, notre volonté est phagocytée par des illusions commodes et des pensées du jour désarticulées. Incapables d'un retour sur soi critique (la réflexivité exigible à chacun), nous déclamons mécaniquement les récitations des exploits antérieurs de nos devanciers, les maîtres Blancs, sans nous interroger sur les ressorts et les enjeux de notre condition présente. On ne se demande pas si celui qui écrivait ce que nous lisons défendait des injustices profitables ou s'il promouvait l'émancipation de l'homme. En un mot, nous ne nous déparasitons pas intellectuellement. D'où notre comportement, qui frise l'indignité.

2. Notre comportement

Un enseignant d'université doit refuser qu'on le compare à un catéchiste, dont la fonction est de réciter des citations, de recycler des dogmes éteints, de martyriser les pauvres "cires molles", les étudiants, et de prétendre écrire des certitudes sur le tableau vierge de leur ignorance impie. Il y en a qui font pire : ils grondent et intimident les jeunes étudiants à longueur de journée ; ils abêtissent d'authentiques génies, pour célébrer leur étourdissant vide personnel. Ils ne retrouvent leur lucidité naturelle que lorsqu'elle les a définitivement quittés, pour persévéérer au travers de nostalgiques réminiscences, quand ils sont obligés de l'admirer dans la critique époustouflante d'un contradicteur.

Or, la fonction d'enseignement au supérieur est adossée à l'exigence originelle de recherche. Chercher, c'est se recréer en permanence le cadre et les ressources du déploiement de la raison délibérative, quels que soient les domaines de spécialisation. Surtout actuellement, où se spécialiser implique nécessairement l'effort de renouveler les cadres sclérosés du parcours exigible qu'on a suivi, c'est-à-dire, donc, se projeter au-delà de son "domaine", renflouer son regard, densifier ses facultés avec une expertise contaminée par les mondes parallèles, se redimensionner, pour mieux apprécier les itinéraires suivis ou proposés, afin de les rentabiliser.

Dans notre cas, cela ne peut être obtenu avec un état d'esprit où l'on se contente d'encenser le système politico-administratif en place, où l'on entretient la niaise prétention qu'on sait tout et, donc, qu'on peut rabrouer les "apprenants" et les jeunes collègues (sous le prétexte qu'on fait partie du système, en jouant aux imposteurs et aux traîtres), ou l'aspiration maléfique qu'on est mûr pour être remarqué, pour être nommé.

Pourtant, il n'y a pas un plus noble sacerdoce que le travail de l'enseignant, celui de l'universitaire en l'occurrence. À l'université, l'enseignant-chercheur entreprend de faire triompher des idées supérieures ; il engage les étudiants à des découvertes atemporelles (quoique la science soit essentiellement évolutive, et la vérité scientifique, réfutable) ; il dispose l'esprit des apprenants à se densifier au contact des figures légendaires et des visions magnétiques qui stimulent la créativité et l'inventivité sous toutes ses formes.

Apprenons donc à nous oublier, à faire taire nos lubies, nos ambitions démesurées, pour faire respirer, autour de nous, et même malgré nous, le principe d'universalité qui sous-tend l'esprit, le fonctionnement et l'avenir intarissable de l'Université.

3. La déconsidération du gouvernement en place à notre égard

Qui a déjà aperçu le Président Paul Biya dans un amphithéâtre d'une université camerounaise ? Personne ! C'est que notre corps inspire, sinon le dégoût, du moins une hautaine déconsidération. Nous avons atteint un tel niveau de rabaissement que le politique nous confond, nous tous, avec ceux qui commandent officiellement aux Ordres académiques. Paul Biya croit, à tort, que chaque universitaire est comme ces gens, qui, constitués comme une véritable pègre tropicale, mangent les budgets du MINESUP, et dont les membres pensent et perpétuent les mécanismes de l'immobilisme. Ils n'écoutent plus qu'avec les oreilles de leur pulsion de survie, de leur faiblesse incarnée, de la honteuse soumission, qu'ils entretiennent au quotidien. Leur discours est le langage de la connivence. Ils ne pensent plus : ils dépensent !

Qu'est-ce que Biya viendrait donc faire dans un campus universitaire ? Il sait que ceux qui trônent sur nos têtes sont peu préoccupés par l'objectivité scientifique, par l'articulation originelle du droit et de la morale qui fonde la loi. Il sait qu'ils cartonnent dans la flagornerie et d'indescriptibles canailleries. Tout ce qu'ils savent faire, c'est ronronner infatigablement, en sortant l'air irrespirable qui les constituent. Ils refusent d'apprendre et, d'ailleurs, le droit, la philosophie et son éthique, même les principes politiques de base qu'ils sont censés maîtriser, pour défendre leur commanditaire, les indiffèrent, les énervent à la limite. Lorsqu'ils se sont rapprochés du Graal mystico-administratif (qui n'est parfois qu'un leurre), ils deviennent de piètres précepteurs sans consistance, des engrenages inexploitables, aussi maléfiques que malléables.

Au lieu de promouvoir la contribution de l'intellect au progrès social et économique, ils veulent tout quadriller, tout contrôler, pour ravir aux membres de la communauté universitaire demeurés loyaux envers les actes de la raison, le loisir de réfléchir en toute sérénité. Tel est le projet : museler, intimider, brandir des épouvantails, tels que le refus du changement de grades ou la traduction au Conseil de discipline, pour cause de lucidité excessive, pour contraindre les esprits libres et féconds à se tasser.

Pour effectuer la dégoûtante besogne, ils évoluent en meute. Ils sont arrogants, méchants et incompétents. C'est un cocktail explosif qui prend feu dès qu'une intelligence sûre d'elle les pulvérise de sa lucidité outrancière. La malgouvernance universitaire devient ainsi la norme. En voici quelques illustrations :

- Notre corps, qui bénéficie d'un Statut particulier dans la Fonction publique, est régi par des textes qui ne sont pas appliqués. Par exemple, depuis des décennies, le Président de la République ne convoque pas le Conseil de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et Technique, l'instance qui est censée définir notre feuille de route, la politique de l'éducation nationale. D'où la navigation à vue à laquelle nous assistons dans les universités ;

- On continue de nommer nos responsables universitaires, suivant le prétexte anachronique (d'une autre époque) du pouvoir discréptionnaire du Président de la république, alors que l'autonomie est le principe juridique qui encadre le fonctionnement de nos universités ;

- On choisit de nous tenir en laisse avec une prime de la recherche aléatoire et stressante, au lieu de la mensualiser ;

- Nos universités ne disposent pas de laboratoires, encore moins des centres de recherches ;

- Les hôpitaux universitaires ne disposent pas de plateaux techniques ;

- Nos étudiants s'asseyent à même le sol quand ils font cours, à cause de l'absence d'amphithéâtres, de tables-bancs, etc.

Pendant ce temps, nos bourreaux nous conduisent par la bride, avec notre complicité. Malgré tout, nous nous taisons. Nous nous contentons seulement d'avoir trop peur, d'entretenir des phobies imaginaires, qui nous tiennent captifs des imposteurs doublés de menteurs compulsifs. Désormais, nous sommes immunisés contre ces « petits désagréments », convaincus, comme certains de nos étudiants, que cette dureté de conditions nous fortifie et nous aide à survivre dans ce monde implacable, où nous sommes indésirables.

Mais, est-ce ainsi qu'on dote un peuple d'un moral d'acier ? Comment avons-nous pu donner du crédit à des gens qui mentent qu'ils sont occupés à servir la communauté universitaire et la collectivité tout entière, alors qu'ils sont engagés à arpenter le mont suave et étourdissant de Vénus (ils sont perdus dans leurs jouissances insatiables) ? L'État attend de nous des propositions concrètes et des engagements fermes pour avancer. Pourquoi choisissons-nous de nous ranger derrière une bande de tortionnaires, à la verve enflammée et maléfique, qui ne font rien d'autre que

tromper, se détromper et dérouter le gouvernement sur ce que nous représentons réellement, sur ce dont nous sommes capables ?

II/ SE DÉFAIRE DES CHAÎNES QUI NOUS RETIENNENT PRISONNIERS DES TUTELLES IMMORALES ET DE LA PEUR

La rentrée académique 2020-2021 est l'occasion de nous remettre en question, de nous interroger sur notre état d'esprit, la portée nos activités professionnelles, les valeurs et les convictions qui les sous-tendent, notre raison d'être et le bilan de notre contribution à la prospérité nationale, et, enfin, ce que nous représentons réellement pour nos étudiants en particulier et pour le peuple camerounais en général. Comment pouvons-nous prétendre changer les choses en nous asseyant sur notre raison et le courage qui l'accompagne ?

Il nous faut accepter d'affronter de grands périls pour espérer sécuriser l'avenir commun, pour la prospérité de la nation. Chacun de nous devrait faire le bilan de sa contribution à l'éveil de conscience ou à la lutte contre les souffrances, la faim et la pauvreté. Nous devons savoir combien d'espoirs nous avons brisés et le nombre de cœurs que nous avons conquis. Une simple attrition (regret d'avoir péché par crainte des peines de l'enfer)¹ ne nous aiderait pas à retrouver notre densité intellectuelle perdue. Il nous faut accomplir un authentique acte de contrition (le regret sincère d'avoir péché)².

Il est temps ! C'est l'heure de confier nos manquements au confessionnal du peuple, nos humiliantes compromissions avec ses bourreaux, nos honteux renoncements, nos trahisons, notre hypocrisie et notre parjure à l'égard de ce qui devrait toujours nous caractériser, à savoir, la rigueur, la lucidité, la rationalité et le bon goût. Le moment est venu de conjurer nos peurs, incompatibles avec notre statut, nos parchemins prestigieux et notre valeur intrinsèque revendiquée, et de porter notre destin en des mains aseptisées. Car, tout acte de contrition conduit à une nouvelle naissance ; toute repentance est une régénérescence.

Naître de nouveau, dans ces conditions, c'est s'émanciper du confort infâme de la routine ; c'est renoncer aux avantages engrangés de l'immobilisme. En un mot, c'est faire germer un *bel aujourd'hui*, certes, mais surtout s'inventer un demain respectueux des intérêts et de la dignité du prochain. Naître de nouveau, pour nous, revient à se mettre au régime de la compétence, du mérite, de la respectabilité et de la liberté de pensée.

En retournant dans nos amphithéâtres et dans nos laboratoires vétustes, dans nos bureaux du Ministère de l'enseignement supérieur, cette année, nous avons l'obligation de nous redimensionner aux proportions des parcours élogieux que nous revendiquons et des aspirations nobles que notre peuple nourrit.

La reconnaissance de nos incohérences, au regard de la posture que nous incarnions jadis, dans l'imaginaire de nos concitoyens, et la confession de nos infidélités par rapport à nos responsabilités envers nos étudiants, la patrie et les générations à venir, nous délivrera du sort de la vermine qui nous guette. Plus que par le passé, nos actions doivent être sous-tendues par davantage d'ambitions et d'innovantes réalisations, portées par des esprits intrépides, qui répugnent au conformisme et à toutes les formes de frilosité et de pesanteurs, et qui menacent l'intelligence et l'affectivité sur le sentier de la refondation critique de notre ouïe et de notre vue.

Il est grand temps que l'on se réveille. De doux rêves entretiennent notre déclin et nous font dériver vers la chute. Ils mettent à jour notre aliénation et, parallèlement, traduisent la nécessité dans laquelle nous nous trouvons, l'obligation morale et politique où nous sommes, d'inventer une dynamique susceptible d'expurger notre mental du goût de sombrer.

Chers collègues,

Célébrons Apollon, le dieu de la Lumière, la divinité des formes accomplies et des mesures parfaites ! Dédaignons Dionysos, l'idole qui répand l'extase, l'ivresse et le rêve exalté ! Notre responsabilité est de nous dépouiller de toutes les minorités qui nous constituent par effraction, pour incarner l'individu aboli et la permanence de l'être universel. Buvons, enfin, l'absinthe sacrée de la science et de la dignité !

Fridolin NKE,
Expert en discernement

¹ L'attrition est une notion de théologie qui signifie le regret d'avoir péché, fondé sur la crainte des peines de l'enfer. L'enfer que nous craindrons, dans notre cas, serait la perte de nos grades, de notre solde et des divers avantages attachés à notre statut d'enseignant-chercheur et nos fonctions.

² En théologie, la contrition est le regret sincère d'avoir péché. La culpabilité revendiquée, ici, est motivé non pas par la peur des foudres de l'Enfer, mais plutôt par la douleur d'avoir offensé Dieu.